

Entretien avec Nicolas Hulot

Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, a accepté de répondre aux questions de La Revue de l'Énergie.

La Revue de l'Énergie : Le développement durable est au cœur des politiques énergétiques et climatiques. Considérez-vous que ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – sont bien équilibrées en France ? en Europe ?

Nicolas Hulot : La dimension environnementale a bien été prise en compte, c'est d'ailleurs le cœur du sujet notamment avec la loi sur la biodiversité d'août 2016. J'en ferai, à parité avec le changement climatique, la priorité de mon action tant que je serai à ce ministère.

Le développement durable c'est aussi un enjeu de solidarité que j'ai mis au cœur du plan climat et notamment des mesures de solidarité climatique, entrées en vigueur depuis le début de l'année. J'ai à cœur de toujours faire le balancier entre des engagements à grande échelle et des mesures très concrètes qui améliorent le quotidien des Français.

D'un point de vue économique, ce qu'il faut comprendre, c'est que le monde des investisseurs est en train de basculer. Les investisseurs qui ont une influence majeure sur l'économie, sur le modèle énergétique de demain, ont maintenant intégré que c'est dans ce monde-là qu'il faut investir parce qu'il n'y a plus aucun intérêt à privilégier les énergies du passé.

La Revue de l'Énergie : La loi française relative à la transition énergétique pour la croissance verte ne comporte-t-elle pas beaucoup – voire trop – d'objectifs qui peuvent se révéler incompatibles et rendent sa mise en œuvre très difficile ?

Nicolas Hulot : Si la loi comporte beaucoup d'objectifs, la programmation pluriannuelle de l'énergie que je présenterai à la fin de l'année, montrera comment les atteindre. Elle sera accompagnée d'un ensemble de mesures prévues pour accélérer la transition écologique.



© A. Bouissou / MTE-S-DICOM

La Revue de l'Énergie : Même si chacun est conscient de l'urgence climatique, l'un des principaux risques de la transition énergétique n'est-il pas de vouloir aller trop vite ?

Nicolas Hulot : Non, nous sommes en retard et nous devons accélérer notre transition énergétique. Mais pour y arriver il nous faudra calibrer le développement pour qu'il ne soit ni trop coûteux, ni anarchique : en résumé il faut un développement soutenable.

Pour y arriver, je prépare actuellement un « accélérateur de la transition énergétique », sur l'efficacité énergétique, le développement des renouvelables, l'économie circulaire, les nouvelles filières industrielles, que je présenterai dans la première partie de 2018.

La Revue de l'Énergie : Une des conclusions des scénarios réalisés par le World Energy Council est que les objectifs climatiques sont peut-être atteignables quand on met en œuvre des politiques gouvernementales vigoureuses

mais pas quand on laisse faire les forces du marché. Partagez-vous ce point de vue ?

Nicolas Hulot : Si vous voulez dire que si les gouvernements ne font rien, nous allons continuer à faire de l'électricité au charbon et rouler au pétrole, c'est une évidence. C'est pourquoi j'ai, dès mon arrivée, travaillé au projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures. Par ailleurs, la finance verte explose, et si on parvient à décaler les financements de marché vers la transition écologique, le marché sera le meilleur allié. C'est tout l'objet des engagements des grands sommets sur le climat. Il en va de même de la fiscalité : en la calibrant habilement, les investissements serviront la transition écologique.

La Revue de l'Énergie : On assiste aujourd'hui à un déplacement des lieux de prises de décisions concernant l'énergie : vers l'international (Union européenne par exemple) depuis déjà assez longtemps, mais aussi plus récemment vers le local (région, collectivités locales) : comment expliquez-vous cette évolution récente vers le local ? Cette évolution vers le local ne va-t-elle pas à l'encontre de l'efficacité des systèmes énergétiques et de la solidarité ?

Nicolas Hulot : Les accords internationaux, comme ceux issus de la COP 21, sont des étapes capitales mais ils nécessitent une déclinaison au plan local. Ma conviction c'est que la réussite de la transition écologique se jouera dans les territoires.

L'évolution vers le local c'est la porte ouverte à la créativité et le développement des nouvelles technologies, dans les EnR ou le numérique, bouleverse nos modes de consommation et de production. Le système centralisé national n'est plus systématiquement le plus efficace économiquement. Je pense qu'il y aura un équilibre entre les deux, mais on ne peut pas lutter contre ce mouvement.

La Revue de l'Énergie : La lutte contre le changement climatique ne devrait-elle pas donner plus d'importance à la coopération internationale : à budget donné, ne vaut-il pas mieux dépenser 100 € de moins dans nos pays et 100 €

de plus dans des pays en développement car ils seront plus efficaces du point de vue climatique et contribueront au développement de ces pays ?

Nicolas Hulot : Il faut agir partout mais vous avez raison : permettons à d'autres pays de ne pas investir dans des centrales polluantes pour les 50 prochaines années.

L'intérêt des sommets internationaux comme celui de Paris en décembre dernier c'est justement de mettre en relation les projets avec les financements, notamment des banques multilatérales, et, vous avez mille fois raison, l'Afrique a prioritairement besoin d'un accès durable à l'énergie pour se développer.

La Revue de l'Énergie : En quoi *La Revue de l'Énergie* peut-elle contribuer à progresser vers cet objectif que nous partageons tous : évoluer vers des systèmes énergétiques plus durables ?

Nicolas Hulot : En portant un débat ouvert et transparent, sur toutes les formes d'énergie et en défendant un mix futur équilibré, portant sur toutes les énergies, et pas uniquement l'électricité.

La Revue de l'énergie : Monsieur le ministre, nous vous remercions.